

"Europe: Blair sauve les meubles sans casser la baraque" dans Libération (31 décembre 2005)

Légende: Le 31 décembre 2005, le quotidien français Libération commente l'accord budgétaire obtenu par Tony Blair, Premier ministre britannique, lors du Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005.

Source: Libération. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"europe_blair_sauve_les_meubles_sans_casser_la_baraque"_dans_liberation_31_decembre_2005-fr-51625aa9-a4c2-44da-ac9e-f46e62b792fc.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Europe: Blair sauve les meubles sans casser la baraque

La présidence britannique de l'UE prend fin avec un accord a minima des Vingt-Cinq sur le budget 2007-2013.

Mission accomplie pour Tony Blair ! Le Premier ministre britannique, en obtenant un accord sur les « perspectives financières 2007-2013 » lors du Conseil européen des 15 et 16 décembre – au risque d'être accusé chez lui d'avoir bradé les intérêts de la Couronne –, a évité d'ajouter une crise budgétaire au chaos constitutionnel déclenché par le double non français et néerlandais. Si l'on ajoute à ce succès l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie et la Croatie, le 3 octobre, la reconnaissance du statut de pays « candidat » à la Macédoine, ainsi que l'adoption de toute une série de lois européennes, notamment en matière de sécurité intérieure, il n'a décidément pas à rougir de son bilan. Certes, on peut considérer, comme l'ont fait les députés européens le 20 décembre, que l'accord budgétaire est « honteux », selon le mot du socialiste autrichien Hannes Swoboda. « *L'accord auquel vous êtes parvenus correspond plus aux intérêts nationaux qu'aux intérêts de l'Union* », a ajouté le conservateur allemand Hans-Gert Pöttering, le président du PPEDE, le principal groupe politique du Parlement, qui a rappelé que les eurodéputés devaient donner leur accord pour que l'Union soit définitivement dotée de perspectives financières.

862,4 milliards d'euros à partager en 27

Ces reproches sont loin d'être infondés : le consensus des vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement s'est fait sur un montant de dépenses qui ne pourra pas dépasser 1,045 % du PIB communautaire, soit 862,4 milliards d'euros sur sept ans à partager entre vingt-sept pays (la Bulgarie et la Roumanie seront membres en janvier 2007). C'est mieux que les 1,03% proposés par la présidence britannique mais on est très loin des 1,24% voulus par la Commission. Il faut cependant faire attention aux erreurs de perspectives : en juin dernier, Jean-Claude Juncker, le pourtant très fédéraliste Premier ministre luxembourgeois qui présidait alors l'Union, avait presque arraché un compromis à... 1,06% du PIB communautaire (soit 872 milliards d'euros). Autrement dit, la différence entre l'acceptable et l'inacceptable, si l'on suit le Parlement européen, se chiffre à 9,6 milliards sur sept ans à diviser par vingt-sept pays. Soit peu de chose au final.

« La tâche n'était pas facile »

Toutes les coupes dans les dépenses dites d'avenir (recherche, formation, emploi, infrastructures) ont été faites non par Blair mais par Juncker et ses partenaires. Le Premier ministre britannique a donc pu rétorquer aux parlementaires européens : « *Cet accord est le meilleur que nous pouvions obtenir.* » « *Avec tous les intérêts nationaux, la tâche n'était pas facile.* » Il ne faut pas oublier que les six pays les plus riches de l'Union, la France et l'Allemagne en tête, avaient signé une lettre commune, en décembre 2003, réclamant un budget limité à 1% du PIB. Le budget est étriqué non par la faute de Blair mais par la volonté commune des Vingt-Cinq.

De toute façon, à 1,06% ou à 1,045 %, le budget européen sera insuffisant pour permettre à l'Union de relever les défis qui l'attendent, que ce soit la réussite de l'élargissement ou le retour de la croissance. C'est notamment pour cette raison que Blair avait rejeté le compromis luxembourgeois en juin dernier : il voulait obtenir une remise à plat du budget, trouvant anormal que 40 % du budget aille à la politique agricole commune (PAC). Son objectif était aussi, en contenant les dépenses, de maintenir intact le rabais obtenu par Margaret Thatcher en 1984 qui permet au Royaume-Uni de verser beaucoup moins au budget qu'il ne devrait compte tenu de sa richesse nationale.

Remise en cause du « chèque » britannique

Tony Blair, bien qu'affaibli sur la scène politique intérieure, a montré qu'il savait se comporter en Européen convaincu en acceptant un compromis présenté comme une « *trahison* » par la presse populaire de son pays. En effet, faute d'obtenir une remise en cause de la PAC – le chef de l'Etat français, s'arc-boutant sur l'accord d'octobre 2002 qui sanctuarise la dépense agricole jusqu'en 2013 –, il a dû accepter un plafond de dépenses plus élevé que prévu. Surtout, il a accepté une remise en cause du mécanisme du « chèque » qui aboutira, à

terme, à sa quasi disparition. Le Premier ministre britannique pouvait difficilement faire moins puisque son maintien en l'état aurait dispensé le Royaume-Uni de contribuer au coût de l'élargissement, ce qui était diplomatiquement indéfendable. « *Nous aurions détruit toutes nos relations avec les nouveaux pays membres de l'Union ainsi qu'avec le nouveau gouvernement allemand* », a-t-il d'ailleurs plaidé au lendemain du sommet. Il peut aussi faire valoir que la remise à plat du financement de l'Union est programmée pour 2008-2009, après le départ à la retraite de Jacques Chirac, le principal défenseur de la PAC.

Bref, si Tony Blair n'a pas réussi à reformer en profondeur l'Union, comme il l'a un peu vite promis en juin, il n'a pas compromis son avenir, en obtenant un budget minimal tout en empêchant la remise en cause de l'élargissement.

Bruxelles (UE) de notre correspondant
JEAN QUATREMER